

Convention collective

IDCC : 9401 | **EXPLOITATIONS AGRICOLES  
(Landes)**

**(13 janvier 2015)**

(Étendue par arrêté du 27 février 2017,  
*Journal officiel* du 9 mars 2017)

**Avenant n° 3 du 23 juin 2020**

relatif à l'instauration d'une cotisation paritaire destinée  
à financer l'association nationale pour l'emploi  
et la formation en agriculture des Landes

NOR : AGRS2097182M

IDCC : 9401

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles FDSEA des  
Landes ;**

**Fédération des CUMA 640 ;**

**Syndicat des entrepreneurs des territoires des Landes,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**Syndicat général agro-alimentaire – Confédération française démocratique du  
travail SGA CFDT des Landes ;**

**UD FO des Landes ;**

**Syndicat national des cadres d'exploitation agricole SNCEA CFE-CGC ;**

**Syndicat CFTC Agri,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 18 de la convention collective du travail du 13 janvier 2015 est modifié ainsi qu'il suit :

« L'ANEFA Landes participe au développement de l'emploi et de la formation professionnelle des exploitations agricoles, des entreprises de travaux agricoles, des CUMA des Landes et des groupements d'employeurs qui entrent dans le champ d'application de la présente convention collective.

La cotisation est assise sur la masse des salaires toutes tranches appelées, à parts égales employeur/salarié, à hauteur de :

- 0,10 pour 100 contributions patronales ;
- 0,10 pour 100 contributions salariales.

Ces cotisations sont exigibles aux mêmes échéances que les autres cotisations d'assurances sociales. Elles sont appelées par la caisse de mutualité sociale agricole Sud Aquitaine. »

## **Article 2**

Le présent avenant prendra effet le 1<sup>er</sup> jour du trimestre civil suivant la date d'extension.

## **Article 3**

Dans la mesure où la présente convention a vocation à s'appliquer essentiellement auprès de très petites entreprises, les partenaires sociaux estiment que ces dispositions leur sont particulièrement applicables et qu'ainsi ils répondent à l'obligation issue de l'article L. 2261-19 du code du travail.

## **Article 4**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à la DIRECCTE Nouvelle-Aquitaine.

*Fait à Mont-de-Marsan, le 23 juin 2020.*

(Suivent les signatures.)